Saint-Ouen, jeudi 7 novembre 2013, 8 heures du matin

*Lettre ouverte d’enseignants du Lycée Auguste Blanqui*

***Violence policière au Lycée Auguste Blanqui : indignation***

 *Les faits :* *Ce matin avant l’ouverture du lycée, la police est violemment intervenue contre les élèves du lycée en les gazant et en les brutalisant, nécessitant l’envoi à l’hôpital de l’un d’eux suite à une perte de connaissance.*

 Dans le contexte des mouvements de protestation contre les expulsions de lycéens sans papiers, des élèves ont commencé à édifier un blocus à l’entrée du lycée.

 Des policiers en patrouille sont intervenus de manière très violente en utilisant des gaz lacrymogènes contre tous, en plaquant l’un d’eux à terre et en le gazant. Cet élève a perdu connaissance, les pompiers sont intervenus et l’ont conduit à l’hôpital. L’un des agents de police a osé déclarer : « Il n’y a pas eu de mort ! »

 Choqués et solidaires, les élèves ont décidé spontanément de ne pas entrer dans le lycée.

 *Nous, enseignants, avons décidé de débrayer pour protester contre de telles violences indignes d’un Etat de droit.*

 Nous sommes choqués par de telles violences commises à l’encontre d’élèves exerçant leur liberté d’expression et leur droit de manifester, et dont la plupart sont mineurs.

 Nous ne comprenons pas pourquoi ces agents de police se sont octroyé le droit de violenter des lycéens manifestant leur opinion pacifiquement.

 De telles pratiques vont à l’encontre de l’apprentissage de la citoyenneté que nous pratiquons au quotidien avec nos élèves : recourir à la parole contre la violence, défendre des idées de manière critique et pacifique, s’investir dans la société en tant que citoyen.

 Nous considérons l’action lycéenne comme légitime et la réaction policière comme illégale.

 *Nous proposons :*

 . de nous réunir avec les élèves ;

 . de rencontrer en délégation Madame la Maire de Saint-Ouen ;

 . d’informer les parents d’élèves ;

 . de demander à la Rectrice, aux Ministères de l’Intérieur et de l’Education nationale de prendre officiellement position ;

 . d’alerter la presse.